

Unité Départementale des Côtes-d'Armor

PLERIN, le 12 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



THOUEMENT ET FILS (SA)

Lieu-dit Kerpointel
22290 TRESSIGNAUX

Références : 2022.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement THOUEMENT ET FILS (SA) implanté Lieu-dit Kerpointel 22290 TRESSIGNAUX. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOUEMENT ET FILS (SA)
- Lieu-dit Kerpointel, 22290 TRESSIGNAUX
- Code AIOT dans GUN : 0005502424
- Régime : Autorisation

L'exploitant, la SA THOUEMENT et Fils, est autorisé depuis 1985 à exploiter une carrière à ciel ouvert au lieu-dit Kerpointel sur la commune de Tressignaux.

Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes issus de chantiers de travaux-publics.

Un arrêté préfectoral complémentaire pris en date du 26 mars 2007 encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets aqueux et le milieu naturel ;
- les émissions sonores ;
- les émissions de poussières ;
- les tirs de mine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle :	Référence réglementaire :
la surveillance de l'impact sur LE LEFF	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.5.6

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle :	Référence réglementaire :
le plan de la carrière à jour	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.2
la surveillance des eaux rejetées	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.5
les émissions sonores	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.7
la mesure des retombées des poussières	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.8
les tirs de mine	AP de Mesures Conservatoires du 26/03/2007, article 4.9

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a relevé un constat non conforme. L'exploitant doit réaliser tous les cinq ans une étude IBGN sur la rivière Le Leff. Cette étude sera réalisée en mai 2022 alors qu'elle aurait dû être réalisée en 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : le plan de la carrière à jour

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, le plan de la carrière à jour
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ; • les bords de la fouille ; • la position des stocks ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le réseau de circulation des eaux ; • les zones remises en état. <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan présentant les différents éléments énumérés dans la prescription contrôlée. Ce plan est mis à jour régulièrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : la surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, la surveillance des eaux rejetées
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant collecte et fait passer l'ensemble des eaux recueillies sur le site par au moins un ou plusieurs bassin (s) de décantation et un séparateur d'hydrocarbures (ou un dispositif équivalent) avant rejet dans le milieu naturel (Le Leff).</p> <p>[...]</p> <p>Points de rejet :</p> <p>Le point de rejet est équipé d'un système permettant de les bloquer en cas de pollution. Le point de rejet est clairement repéré et accessible. Il correspond au point PK 968. Dans la première phase d'exploitation tant que la petite fosse n'est pas remblayée, les eaux d'exhaure seront rejetées vers le Leff via un puits en bordure de ce dernier. Ce rejet temporaire fera l'objet des contrôles prévus dans le présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Surveillance des rejets :</p> <p>Un contrôle du respect des prescriptions de l'article précédent est réalisé selon les périodicités indiquées, pendant les périodes d'activité et lorsque les rejets sont les plus importants. Un contrôle visuel du bon état du circuit des eaux (bassins de décantation, point de rejet) est réalisé quotidiennement et fait l'objet d'un enregistrement écrit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales des aires des installations de traitement et de stockage de matériaux sont traitées par décantation dans plusieurs bassins successifs. L'ensemble de ces eaux recueillies passent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel (Le Leff).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a démontré le fonctionnement du système permettant de bloquer le rejet en cas de pollution. Ainsi, il a actionné le point "PK 968". Cette action a entraîné l'arrêt des pompes et donc les rejets aqueux dans le Leff.</p> <p>L'exploitant a présenté le suivi des eaux rejetées entre 2019 et 2021. Une non-conformité a été relevée en octobre 2021 sur le paramètre des matières en suspensions (45 mg/L pour une valeur limite de 25 mg/L).</p> <p>Ce dépassement est ponctuel. L'inspection informe l'exploitant qu'il doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter un nouveau dépassement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : la surveillance de l'impact sur LE LEFF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, la surveillance de l'impact sur LE LEFF
Prescription contrôlée : Surveillance de l'impact sur Le Leff : Un IBGN est réalisé tous les cinq ans en amont et en aval de la carrière sur la rivière Le Leff. Le prochain sera réalisé au cours de l'année 2009 .
Constats : L'exploitant a réalisé un IBGN sur le cours d'eau en juin 2016. La conclusion de ce rapport est la suivante : "L'échantillonnage de la station par le protocole de relevé de macro-invertébrés à permis de démontrer une très bonne qualité biologique de ses habitats et de l'eau, comme l'indique la note de l'IBGN : 16/20. La partie aval de la station, dans un contexte lentique, est représentative du linéaire, cependant la présence en amont d'un élément particulier, le déversoir du moulin de Kerpointel, pourrait favoriser ce très bon état biologique. Cette très bonne qualité biologique globale peut aussi en partie s'expliquer par la présence d'une zone lotique, des rapides, à l'amont de la station, permettant une diversification des habitats et une meilleure oxygénation de l'eau. Néanmoins l'IBGN reste fragile : l'absence d'un seul taxon ferait passer la classe de variété de 9 à 8." Ce rapport indique un état favorable du cours d'eau. L'exploitant aurait dû réaliser une nouvelle étude en 2021. Le laboratoire qui réalisera la prestation a obtenu, le mercredi 2 mars 2021, le devis signé de la part de l'exploitant. Cette prestation sera réalisée en mai 2022. L'exploitant dispose d'un délai de 30 jours pour fournir les résultats de l'étude IBGN de 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : les émissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, les émissions sonores
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>[...]</p> <p>Le fonctionnement des installations classées (extraction et traitement des matériaux) n'est autorisé qu'en période de jour , aux horaires et jours indiqués dans le dossier .</p> <p>Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé tous les 3 ans au niveau des hameaux cités ci-dessus, pendant les périodes d'activité, en période diurne et nocturne sauf si aucune activité n'est présente pendant ces périodes. Les mesures sont représentatives de toutes les activités présentes sur le site (foration, concassage, transport, ...).</p> <p>Les mesures de protection prévues dans le dossier d'autorisation et ses compléments devront être mises en application. Elles devront être complétées en cas de dépassement des niveaux sonores indiqués ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle acoustique des émergences sonores des installations a été réalisé le 18 novembre 2021 en période diurne.</p> <p>Ce contrôle a analysé 6 Zones à Emergence Réglementée (ZER) et les limites du site.</p> <p>L'analyse du rapport est la suivante :</p> <p>"- Les émergences constatées aux différents points de mesure respectent la réglementation en vigueur.</p> <p>- Les niveaux de bruit ambiants diurne relevés en limites d'emprise et au droit des habitations respectent la réglementation en vigueur, à l'exception des points 2 et 6.</p> <p>- Pour le point 2, le niveau de bruit résiduel relevé (55,5 dB(A) étant déjà supérieur au niveau limite d'emprise fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation, le niveau de bruit ambiant imposé est donc impossible à respecter.</p> <p>- Au niveau du point 6, le site n'était pas audible. Le niveau de bruit mesuré provient principalement de la rivière qui passe à côté du moulin."</p> <p>Au vu de ces justifications, les niveaux de bruit ambiant relevés en limites d'emprise et au droit des habitations sont conformes à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : la mesure des retombées des poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.8
Thème(s) : Risques chroniques, la mesure des retombées des poussières
Prescription contrôlée : Une mesure des retombées des poussières aux abords des habitations les plus exposés est réalisée tous les ans pendant les périodes d'activité, en période sèche, selon la procédure normalisée.
Constats : L'exploitant a assuré le suivi des retombées atmosphériques totales par jauges dans le cadre du plan de surveillance des émissions de poussières. Pour ce faire, l'exploitant a donc réalisé deux campagnes de mesures sur l'année 2021 : - du 12/05/21 au 16/06/21 ; - du 16/11/21 au 17/12/2021. Lors de ces campagnes, 5 stations de mesures ont été implantées sur le site et à proximité. La conclusion du rapport est la suivante : "Un dépassement de la valeur limite de 500mg/m ² /jour est enregistré au niveau du point B3 lors de la première campagne de 2020. Nous avons pour hypothèse une forte influence agricole au point B3 lors de cette campagne. Ceci peut constituer une « situation exceptionnelle » comme prévu dans l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié. De plus, les moyennes annuelles glissantes sur 2021 pour ce point de mesure sont en-dessous de ce seuil. Toutes les autres concentrations mesurées, en moyennes annuelles glissantes étant inférieures à la valeur objectif de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié, aucune mesure corrective n'est à mettre en place et la fréquence des mesures peut, comme le prévoit l'article 19.6 de cet arrêté, demeurer semestrielle. Elles redeviendront trimestrielles si un résultat dépasse la valeur objectif en moyenne annuelle glissante (sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel), pendant 8 campagnes consécutives, à l'issue desquelles la fréquence pourra à nouveau être revue." Il convient de préciser que le point B3 fait référence au hameau de Kerdaniel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Les tirs de mine

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 26/03/2007, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, les tirs de mine
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.
Constats : L'exploitant dispose des vibrations émises lors des tirs de mine pour les années 2020 et 2021. La vibration la plus forte enregistrée au cours des années 2020 et 2021 est de 6,1 mm/s.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet